

La France d'après...

C'est à nous de la construire !

La France d'après covid ne sera en fait pas bien différente de la France d'avant. Cette volonté d'y voir autre chose dans un changement radical de société ne peut pas venir de ceux qui aujourd'hui nous imposent leur loi. Au motif de sauver nos emplois, en injectant des milliards d'euro dans « l'économie » Macron garantie les ressources des actionnaires et de la finance. Sur ce point la société Vinci, comme la plupart des multinationales du CAC 40, ne déroge pas à la règle. Pendant que d'un côté les politiques ultralibérales font croire à coup de milliards qu'elles sont sociales, le PDG de Vinci autoroute, lui, distribue des dividendes à hauteur de 1,5 milliard d'euros à ses actionnaires. Une décision prise le 9 avril dernier en pleine pandémie, après des gains record en 2019.

La finance ne lâchera rien.

Les plus gros en profitent, ce qui triment, ce sont les salariés que l'on met par dizaine de milliers au chômage partiel quand ce n'est pas au chômage tout court, ce sont les droits et les conditions de travail qui se durcissent, les commerçants qui tirent leur rideaux, les intermittents et la culture qui agonisent, les services publics que l'on continue à compresser au mépris de ce qui vient de se passer. Non, rien n'indique que ce moment de notre existence va faire basculer notre société dans un nouveau monde, plus solidaire, plus égalitaire, si nous ne l'exigeons pas.



Nos libertés menacées.

Cette pandémie a montré les dangers que représentaient réellement la mondialisation capitaliste pour notre planète. Au motif sanitaire, c'est de liberté désormais que l'on veut nous priver. La démocratie est en danger et ce qui monte ne fait que confirmer les vagues successives des politiques sécuritaires et liberticides qui tendent à empêcher toutes expressions sociales et politiques divergentes. Pour autant, jamais l'exigence d'un rassemblement des forces progressistes ne s'est fait autant ressentir.

Nous devons agir !

Nous avons des propositions à mettre en débat pour l'emploi, nos conditions d'existence, la santé, l'éducation, les droits et liberté, l'écologie, la démocratie. C'est le moment de définir en commun un projet de société et les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.